

## Conseil national du 10 septembre 2015 – Rapport de Jacques Chabalier

Chers camarades,

Ce Conseil national de rentrée se tient dans un contexte de crises, économique, sociale, démocratique et humaine, marqué par des bouleversements, des enchaînements d'événements qui tous mettent brutalement à nu l'antagonisme entre l'aspiration des peuples à vivre, tout simplement, et un système qui, au nom de la loi du profit maximum, brise de façon de plus en plus violente et autoritaire les êtres humains, en menaçant la survie de la planète et de l'humanité elle-même. Si des interrogations légitimes surgissent, après les événements de l'été, sur les conditions et les rapports de force dans lesquels nous menons notre combat pour une société d'émancipation humaine, ces événements mêmes provoquent aussi des prises de conscience et de potentielles mobilisations qui n'existaient probablement pas à cette échelle au printemps.

C'est le cas sur la question de l'état du monde et l'accueil des migrants, sur la question de l'Europe, que cette introduction, va naturellement traiter. Mais sur ces sujets, comme sur d'autres, tout nous indique qu'un plus grand nombre de gens sont prêts à se mobiliser, recherchent un espoir et une offre politique donnant du sens à leurs aspirations...Tout simplement car la conscience a grandi, de façon contradictoire et confuse encore sans doute, mais le plus souvent de façon soudaine, que l'Europe et la planète tout entière ne pouvait continuer sur ce chemin-là.

À sa manière, le pape François en visite en Bolivie pointe la montée d'un fort besoin de transformation du « système », qui a grandi cet été, en déclarant dès le 9 juillet : « *Nous voulons un changement, un changement réel, un changement de structures* » en appelant à une « *globalisation de l'espérance* » en lieu et place de celle « *de l'exclusion et de l'indifférence* ».

La Fête de l'Humanité elle-même, qui s'ouvre ce soir, en sera, elle aussi, un témoignage parlant : tous les indicateurs montrent qu'elle devrait avoir un succès particulier cette année, le dernier rendez-vous national de la vignette dimanche dernier, sur le site, nous l'a confirmé. Ce succès prévisible, nous le savons depuis longtemps, ne tient pas qu'à la qualité, bien réelle, des plateaux artistiques, mais à une soif de confronter, de débattre, de comprendre, de se mobiliser. La Fête de l'Humanité va faire événement, plus encore peut être cette année que les précédentes, et peut contribuer à ouvrir dès lundi un nouveau temps politique.

Le combat est difficile, intense il est vrai. Il est difficile car il porte sur l'essentiel : un système qui broie les hommes et la nature qu'il est urgent de changer, et pour la préservation duquel, en face, des forces importantes et organisées se mobilisent. La lutte des classes fait rage.

Mesurer lucidement les rapports de force dans l'instant où nous sommes implique donc aussi de porter toute notre attention aux mouvements des consciences qui se développent. Car ils peuvent nous permettre d'affronter, de façon dynamique, des questions qui sont dans nos têtes, mais aussi dans celles d'un plus grand nombre de gens.

« Est-il possible de dégager une issue positive et de remettre l'humanité dans la voie d'un développement respectueux des hommes et de la nature ? Les forces disponibles pour porter l'exigence de mutations radicales et d'un nouvel élan progressiste existent-elles, en France, en Europe et dans le monde ? Est-il possible de dégager l'Europe des griffes des politiques d'austérité ? Quelles initiatives, quels actes politiques nouveaux faut-il inventer et faire vivre pour donner à ces prises de conscience une force collective capable de modifier un rapport de forces aujourd'hui encore défavorable aux forces de progrès ? »

Nous avons donc une responsabilité : celle de mesurer la hauteur des enjeux et la nécessité de rehausser notre intervention, prises de position et actes militants, pour donner du sens et contribuer à ce que les prises de conscience actuelles se traduisent par une volonté d'agir et de se mobiliser.

**C'est ce que pose en tout premier lieu le drame des réfugiés et migrants qui fuient la guerre, le chaos et la misère.**

Pour les communistes, et nous vous proposons de le réaffirmer au cours de ce Conseil national et tout au long de la Fête, la première des urgences est la solidarité concrète et le devoir d'accueil. Pierre le rappelait dans une déclaration qu'il a rendu publique ce week-end depuis Béziers.

Tous ces derniers mois, souvent bien seuls parmi les formations politiques, nous avons combattu des discours pleins d'égoïsmes et de haine, en exigeant le changement de politique de la France et de l'Europe. Aujourd'hui, l'évolution des opinions publiques elles-mêmes ouvre un autre chemin que celui proposé par les forces politiques qui veulent ériger des murs et des barrières ou par celles qui parlent aujourd'hui d'accueil après s'être longtemps tues, souvent pour masquer leur propre responsabilité dans le drame actuel. Nous voulons investir pleinement cet élan solidaire nouveau qui prend forme et y apporter notre marque, nos propositions, nos initiatives.

Pour que la France s'engage en actes et pas seulement en mots. Nous avons formulé des propositions concrètes en ce sens.

Nous appelons et invitons tous les communistes français à s'inscrire dans toutes les initiatives citoyennes, locales, départementales, régionales, nationales et internationales de solidarités concrètes. Comme nous savons le faire lors des grandes initiatives qui ont marqué l'été à destination des plus démunis et privés de vacances. Les élus communistes, les villes à direction communiste, qui ont une grande tradition d'accueil des réfugiés et migrants et ont déjà pris de nombreuses initiatives ces derniers mois, vont s'engager avec plus de force encore dans ce devoir de solidarité, en faisant partager leurs expériences.

Nous le ferons partout avec notre projet et notre visée qui pointe dans les événements actuels, et qui seront durables si des solutions structurelles ne sont pas mises en place, non une crise migratoire mais une crise du monde et de son fonctionnement. Nous porterons de manière tout aussi résolue l'exigence politique que les moyens nécessaires, qui ne soient pas de simples redéploiements budgétaires corsetés par les logiques des politiques d'austérité, soient dégagés par l'État, en lieu et place du flou actuel en ce domaine, tout particulièrement à destination des collectivités territoriales. Car accueillir 24 000 réfugiés dans des conditions dignes et respectueuses, mettre en place des dispositifs nécessaires pour élargir cet accueil pose d'abord la nécessité de sortir des politiques d'austérité. Sinon, l'on se paye de mots.

Le chef de l'État a fait proposition d'une conférence internationale sur la question des migrants et annoncé un débat au Parlement sur l'éventualité, à laquelle il veut préparer l'opinion, de frappes aériennes étendues à la Syrie. Or, depuis que cette stratégie a été engagée en Irak et en Syrie, on dénombre plus de 3 000 frappes qui n'ont pas empêché l'« État islamique » de prospérer. La France doit donc cesser d'alimenter les logiques de guerre qui sont à l'origine des terribles drames et du chaos que fuient ces réfugiés.

Nous refusons donc que la France s'engage dans une nouvelle escalade sans aucun mandat de l'ONU, tandis qu'elle reste silencieuse face à la répression du gouvernement turc qui continue contre les Kurdes, malgré l'interpellation de Pierre cet été à destination de François Hollande.

La France doit d'urgence prendre de nouvelles initiatives pour des solutions de paix dans toute la région, en cherchant, dans le cadre de l'ONU, à construire les espaces, les cadres, les processus de résolution politique et diplomatique des conflits.

Le 21 septembre sera une « journée mondiale pour la paix ». Nous proposons de retenir cette date, de la faire connaître si elle ne l'est pas encore. De nous mobiliser, d'inviter nos militants à investir la préparation et la journée pour en faire une grande date d'actions et de mobilisations, pour la paix, la solidarité avec tous les migrants, dans tout le pays. Un tract sera disponible dès la Fête de l'Humanité, une pétition sera mise en ligne pour préparer cette journée. Nous proposons également que la Fête de l'Humanité porte fortement ce rendez-vous du 21 septembre, en montre l'importance et l'enjeu, à travers les milliers de dialogues que nous y aurons, et à travers la parole de notre secrétaire national, dans toutes ses interventions, notamment lors du meeting du dimanche après-midi.

L'autre grand moment politique sur ce sujet à La Courneuve sera le grand concert de solidarité de Tiken Jah Fakoly avec, à l'issue, l'expression de nombreuses personnalités. Invitons largement nos militants les participants à la Fête à y venir, à en relayer, sur la Fête et dans les jours qui suivront, le message.

**Dans notre calendrier de l'automne nous nous devons de nous investir, avec des enjeux similaires, dans les débats qui entoureront la 21<sup>e</sup> Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, dite COP21, que La France va accueillir et présider du 30 novembre au 11 décembre 2015.** Avec un positionnement clair : le climat n'est pas qu'une question scientifique mais bien une question politique à part entière ; un enjeu civilisationnel. Il s'agit ni plus ni moins de l'avenir de l'humanité et de la planète.

Ce qu'il faut changer, là aussi, ce n'est pas le climat mais le système. Avec la nécessité sur ce sujet de donner le maximum d'éléments d'information aux militant-e-s sur ce que nous pensons nécessaire de changer pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Invitons-les à prendre des initiatives, car si les conférences internationales sont utiles, rien ne remplacera l'intervention des peuples. Pour cela, il est nécessaire d'engager le débat, d'organiser des rencontres. Car un accord, à la hauteur de ce qui serait nécessaire, est loin d'être acquis.

Le libéralisme est en effet à la recherche de solutions égoïstes pour s'en sortir sans payer trop cher ou pour continuer à faire vivre son projet capitaliste en le peignant en "vert". Or, toutes les dernières études démontrent que si rien n'est fait nous nous dirigeons vers des catastrophes écologiques gravissimes et humaines insoutenables.

Ce combat « planétaire » peut et doit se mener en lien avec des mobilisations concrètes que nous devons impulser nationalement et dans nos territoires, sur les questions des services publics, des transports et du fret, de l'énergie, de l'isolement des logements, et bien d'autres.

Nous avons, par exemple décidé de lancer dans les semaines qui viennent une grande bataille pour le service public du rail, avec un manifeste portant cette exigence et qui sera lancé lors d'une initiative à la Fête avec Pierre Laurent.

Justement, cette bataille pour le climat peut se décliner dans les territoires, à l'occasion des élections régionales : essayons de faire converger initiatives, prises de position dans une campagne régionale nationale et européenne dont la Fête sera là aussi un tremplin, avec des affiches du Parti et une pétition.

Et prévoyons déjà de nous mobiliser fortement pour la marche parisienne du 29 novembre, veille de l'ouverture du sommet, et à une semaine du premier tour des régionales. Avec l'ambition de gagner un accord, de le gagner car ce n'est pas joué, qui réponde à l'urgence.

**C'est avec le même état d'esprit offensif dans la construction et le rassemblement, avec la même conviction que « le mur de l'austérité n'est pas indépassable », qu'il nous faut affronter le situation en Europe, après ce qui a été communément appelé « la crise grecque ».**

La leçon principale que nous tirons est que la solidarité des forces politiques et sociales qui veulent sortir l'Europe de l'austérité doit se renforcer et qu'il est nécessaire d'élever le niveau de mobilisation pour un nouveau projet européen.

Dans notre document « La France en commun », nous écrivons : « *Des batailles sont donc ouvertes dans toute l'Union européenne. Ce sont des batailles pour des solutions à la crise majeure qui mine l'Europe. Il nous faut les amplifier.* »

L'objectif poursuivi par les dirigeants européens, parmi lesquels la droite allemande mène la danse, a été rendu explicite par Donald Tusk, président du Conseil européen, dès les jours qui ont suivi l'« accord » du 13 juillet : « *Je suis inquiet des risques de contagion politique et idéologique. Avec ce qui se passe en Grèce est apparue l'illusion idéologique qu'il est désormais possible de changer le cours de l'Europe, qu'on peut construire une alternative à la vision traditionnelle de l'Europe, au discours sur l'austérité.* »

Ces propos donnent une résonance particulière aux propos de Pierre Laurent dans son discours de clôture de notre Université d'été aux Karellis : « *S'il y a une leçon à retenir, c'est celle-là. Pas de combat de transformation sociale, pas de combat révolutionnaire qui vaille sans tenir d'une même main notre engagement national et européen.* »

Notre activité militante quotidienne sur la question de l'alternative à l'austérité en Europe est un élément indissociable du sens de notre bataille politique en France.

Or, malgré l'échec des Grecs dans ces négociations, ce qui est à nu, et que l'action même du gouvernement dirigé par Alexis Tsipras a contribué à mettre à nu, c'est la nature de l'affrontement à l'œuvre au plan européen dans le cadre d'une construction libérale en profonde crise de légitimité, avec l'instrumentalisation de la dette comme outil de domination des peuples.

L'objectif des politiques d'austérité pour ancrer une mondialisation dominée par les institutions bancaires et financières et les principes capitalistes ultralibéraux se révèlent toujours plus une dramatique impasse.

Là aussi, un plus grand nombre de personnes ont pris conscience cet été, dont nous-mêmes peut-être, de la capacité d'organisation violente et brutale des dirigeants européens pour tuer dans l'œuf toute alternative, mais aussi de l'impasse économique, sociale et démocratique dans laquelle nous plongent les choix européens actuels.

Ce sont des espaces nouveaux qui là aussi se dessinent, si nous sommes capables de construire, de dialoguer avec tous les interlocuteurs, personnalités, forces politiques et sociales qui, en France et en Europe, recherchent une alternative à l'austérité, quelle que soit leur diversité. Et tout particulièrement en Grèce, dans un contexte il est vrai de division de Syriza et de grande incertitude qui pèse sur le scrutin du 20 septembre.

La Fête sera là aussi un temps décisif pour démultiplier les dialogues, travailler à toutes les

convergences : seront présents à notre invitation, Giorgios Katrougalos, nommé ministre du Travail, de la Sécurité et Solidarité sociale le 18 juillet dans le gouvernement d'Alexis Tsipras, ainsi que Yanis Varoufakis, ministre des Finances dans le gouvernement qui a suivi la victoire électorale du 25 janvier. De nombreuses autres personnalités, venues d'Espagne, d'Allemagne et de nombreux autres pays européens seront également présentes.

Nous savons que trois conceptions de l'Europe font aujourd'hui l'objet d'un affrontement radical : un tout libéral qui veut tout soumettre, y compris l'organisation territoriale et institutionnelle à cet objectif, un « repli nationaliste » qui s'accommode sans problème des logiques libérales, et la nôtre : une « Europe ouverte, union de peuples libres, souverains et démocratiques ».

Un projet qu'il s'agit d'approfondir, de préciser.

Les événements de l'été ont été un indicateur du rapport des forces actuel. Mais ce rapport de forces peut évoluer ; on voit les évolutions au sein du parti du Labour en Grande-Bretagne, et par ailleurs le dernier trimestre 2015 fera bouger les choses à nouveau ; il y a les élections en Grèce le 20 septembre, mais aussi en Catalogne le 27 septembre, au Portugal le 3 octobre, en Espagne en décembre.

Soyons acteurs de ces combats, en aidant à la convergence au plan européen des luttes contre les politiques d'austérité et, tout de suite, à la solidarité avec le peuple grec. Par exemple, en exigeant que la Grèce touche bien les 86 milliards du plan d'aide, mais pas au compte-gouttes et en étant libre de son usage, sans les conditions draconiennes qu'on lui impose. Par exemple encore, en exigeant que la dette soit immédiatement allégée, en partie annulée, pour cesser les transferts des pauvres vers les riches que cette dette organise, pour renverser la vapeur et au contraire drainer l'argent vers les besoins sociaux des peuples et la réduction des déséquilibres en Europe.

Le PCF a lancé une **pétition** qui porte un mandat de solidarité de la France avec le peuple grec et montre notre intérêt commun, Français, Grecs, Européens, à sortir de l'austérité et reconquérir le pouvoir démocratique.

Un Conseil extraordinaire des présidents du PGE se réunira début octobre. Nous y lancerons de nouvelles initiatives de mobilisation et la Fête de l'Humanité, j'en ai parlé, sera un moment de débat et de solidarité exceptionnelle avec le peuple grec, à l'Agora notamment le samedi après-midi, au stand du Conseil national et lors du meeting de Pierre le dimanche.

**Naturellement la recherche d'alternative aux politiques d'austérité et aux diktats de la Troïka relance des débats à gauche et à l'intérieur même de notre parti.** L'alternative doit-elle passer par une sortie de l'Europe et de la zone euro, ou par un processus de rassemblement, de luttes politiques et sociales, permettant une inflexion du rapport des forces aujourd'hui encore défavorable aux forces de progrès ? Pierre s'est exprimé de façon très claire sur cette question dans son interview dans *l'Humanité* de mardi et aura l'occasion de le refaire à la Fête.

Il y a d'ailleurs fort à parier que cette question de l'alternative va structurer le débat public en France, à l'occasion des élections en Grèce dans 10 jours, des élections régionales en France, et jusqu'aux échéances de 2017, pour ne parler que du court et moyen terme.

Sur ce sujet, comme sur tous les autres, nous souhaitons un débat instruit, un processus de travail, d'échange et d'actions qui nous mènera jusqu'à notre prochain congrès, je vais y venir.

Le Comité exécutif national a produit cet été un texte d'analyses et de pistes d'actions. Texte qui a

été envoyé aux fédérations et aux adhérents et qui doit permettre d'approfondir le débat et prendre des initiatives. Plusieurs camarades ont apporté leurs remarques, ou rédigé des contributions. Un texte collectif de membres du Conseil national, a été rédigé et envoyé aux membres du CN et publié comme tribune, il y a quelques jours dans *l'Humanité*.

Contribution importante et utile pour nos militants, seront disponibles sur la Fête deux brochures d'*Economie et politique* et d'*Espaces Marx* sur la Grèce, recueillant des textes écrits et prononcés par des dirigeants du Parti, celle de Pierre par exemple au Sénat, et de personnalités diverses, dont le philosophe Étienne Balibar, qui animait un débat aux Karellis.

En effet, les questions européennes et grecques ont occupé une grande place dans les initiatives d'avant et durant l'été. Une grande sensibilité s'y est exprimée, mêlant espoir et inquiétude.

Nous ne partons pas de rien dans ce débat : nous pouvons nous appuyer sur les avancées et les initiatives que nous avons pu prendre ces derniers mois et ces dernières années, singulièrement depuis 2005.

Le débat est largement ouvert sur ces questions dans le Parti depuis des années.

Nous avons tenu une convention nationale sur le sujet « Refonder l'Europe » qui a alimenté notre campagne des élections européennes. Remettons-la certes sur le métier à la lumière des évolutions en cours, mais ces évolutions mêmes confirment, je pense, la validité de l'orientation donnée à notre combat, que nous avons matérialisé par les nombreux contacts avec d'autres forces progressistes en Europe, la fondation et l'activité du PGE, jusqu'à la tenue du Forum européen des alternatives les 30 mai et 1<sup>er</sup> juin à Paris.

**Et puisque j'évoque ce forum, il me revient qu'il fut totalement boycotté par les médias** à l'époque comme le fut récemment notre université d'été des Karellis : place de la République à Paris ou sommet d'une montagne en Savoie, pour les médias, le traitement est le même, motus et bouche cousue.

Nous n'acceptons plus ce déni démocratique permanent et nous ne nous-y résignons pas. Pour nous-mêmes, mais surtout parce que l'ampleur et la gravité des événements en cours, en France, en Europe et dans le monde, rendent insupportable en cette rentrée l'absence assumée et organisée de toute vraie confrontation d'idées qui tait, déforme ou caricature toute pensée rebelle et alternative. Nous lançons donc ce week-end à la Fête une campagne nationale sur le thème « libérons les médias » avec un support d'affiche pour la populariser. « En boca cerrada no entran moscas » disent les Espagnols. Eh bien, contrairement au proverbe, sur ce sujet aussi nous allons l'ouvrir, et en grand !

Le combat pour un autre rapport de forces en France et en Europe est donc un seul et même combat.

**Le gouvernement Hollande-Valls-Macron maintient le cap et son orientation néolibérale.**

C'est une phrase et un constat que nous répétons beaucoup depuis plus de 3 ans. Mais il ne s'agit plus seulement de cela : la politique menée par l'exécutif de la 5<sup>e</sup> puissance mondiale participe de la crise globale et des contradictions qui minent nos sociétés en cette fin d'été 2015 : au-delà de ses conséquences économiques et sociales, elle impacte en France toute la gauche, elle contribue au sentiment d'abandon de nos concitoyens, elle contribue à diviser ceux qui recherchent une issue. Elle ouvre des boulevards à la droite et à l'extrême droite, à toutes les forces qui veulent

donner à notre pays et à l'Europe une orientation populiste, xénophobe, autoritaire et sécuritaire.

Ce choix de l'exécutif a fortement contribué à l'issue négative du bras de fer entre le gouvernement grec et les dirigeants européens là où la France avait les moyens politiques de pouvoir peser en faveur d'une issue qui fasse droit au peuple grec et à sa volonté de sortir des diktats de la troïka, des banques et des politiques d'austérité.

Cette politique contribue donc aujourd'hui de façon active à la panne d'alternative en Europe qui marque le paysage de cette rentrée. Elle est un verrou, dans le rapport de forces à l'échelle européenne, qu'il nous faut faire sauter.

F. Hollande, sa conférence de presse de lundi nous le confirme, continue dans le déni total. Il cherche à illusionner les Français, en nourrissant leur attentisme et poursuit sa fuite en avant dans le soutien des profits et des revenus financiers du capital. Il assure que « *la reprise est là* », qu'elle tarde à se matérialiser dans les chiffres du chômage...mais que cela va venir !

En réalité, cette reprise est très faible et fragile, car elle est à mettre au compte essentiellement de variables extérieures et ne profite ni à l'emploi, ni aux revenus du travail.

En juillet dernier, la France comptait, toutes catégories confondues, près de 5,72 millions de chômeurs officiellement recensés, soit un bond de 6,4 % en un an. La croissance française a connu une panne au deuxième trimestre (0 %), après +0,6 % au premier trimestre, faisant mentir, une fois de plus, le couple exécutif. Celui-ci assure depuis 2014 que grâce au CICE et au « pacte de responsabilité », lesquels ne profitent guère aux entreprises industrielles, l'économie française va être en mesure de se saisir pleinement de l'effet prétendument expansif de la baisse des prix du pétrole et de celle de l'euro. En pratique, ce sont surtout les profits des grandes sociétés qui en bénéficient ainsi que les revenus financiers du capital.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, les seuls bénéfices nets des groupes composant l'indice du CAC 40 ont atteint 38,78 milliards d'euros, en hausse de 29,7 %. Pendant ce temps, nombre de PME continuent de connaître des difficultés, confrontées qu'elles sont à la faiblesse de la demande intérieure et à la sélectivité hostile du crédit des banques, malgré les bas taux d'intérêts qui profitent surtout aux opérations financières et spéculatives.

Dans ce contexte, la préparation du budget 2016 se fait, une fois de plus, sur le mode de la duperie. Le couple de l'exécutif annonce, pour l'an prochain, une croissance de 1,5 %. Malgré sa modestie, cette hypothèse demeure très fragile, car elle est entièrement dépendante de la situation économique mondiale.

Dans ces conditions, l'annonce faite par F. Hollande, lundi, d'une nouvelle baisse des impôts, aussi attractive puisse-t-elle être pour de nombreux petits et moyens contribuables asphyxiés par la TVA et les autres impôts et taxes indirects, sera surtout synonyme d'une nouvelle contraction des dépenses nécessaires aux services publics.

Cet état des lieux est la conséquence de textes de lois, de décisions, de ballons d'essais ou de petites phrases qui toutes s'inscrivent dans la logique de répondre aux besoins du grand patronat plus qu'à ceux de la population, qui continue de subir de plein fouet les politiques d'austérité.

Des luttes se développent, comme celles des éleveurs et agriculteurs qui ont manifesté leur colère durant tout l'été et dans les rues de la capitale. Dans les 15 mesures d'urgence pour la France de notre projet "La France en commun", figure la nécessité d'encadrer les marges de la grande

distribution, avec un coefficient qui pourrait être appliqué dès maintenant à tous les produits de base, garantie d'un juste prix aux consommateurs et paysans.

Avec nos parlementaires, nos militants, nos élus, nous continuerons à mener pied à pied les batailles nécessaires, en se donnant les moyens, à chaque fois que possible et nécessaire, de leur donner l'ampleur nationale qu'elles méritent.

Mais l'un des grands chantiers, de batailles politiques et sociales des semaines qui viennent, est l'offensive annoncée par l'exécutif, relayée par les rapports de l'institut Montaigne et Terra Nova, sur la base du rapport Combrexelle, contre le Code du travail. L'objectif avancé est de « *rendre plus lisible le Code du travail pour permettre qu'il y ait une meilleure adaptation du droit du travail à la réalité des entreprises* ».

Ne nous cachons l'ampleur de la bataille idéologique à mener sur ce point. Nous nous devons de l'investir, avec des propositions, pour démontrer que le démantèlement du Code du travail ne libérerait en rien l'embauche, mais qu'au contraire il faut des investissements publics, de grands projets dans les domaines des transports, du logement, de la santé, de la relance industrielle. Et que pour y parvenir, loin de démanteler les droits des salariés, il faut au contraire les renforcer, jusqu'à leur permettre de maîtriser les choix des entreprises.

C'est à une riposte d'ampleur dans ce domaine qu'il nous faut essayer de contribuer avec d'autres forces.

La journée du 6 octobre, à notre initiative, sur le thème « l'entreprise, le travail et la politique, qui réunira spécialistes du travail, syndicalistes, responsables politiques dont Pierre, sera un moment utile. Et nous participerons, deux jours plus tard, à la journée d'action, préparée dans un cadre unitaire le plus large possible, par la CGT pour le 8 octobre.

Cette riposte politique nécessaire sur ce sujet pose aussi la question des relations plus étroites que nous devons avoir avec les salariés, syndicalistes : celui de notre implantation dans les entreprises... Nous en avons traité lors de CN précédents. Je ne la développerai pas aujourd'hui, d'autant qu'elle s'inscrira pleinement dans le cadre de notre réflexion de notre prochain congrès, sur le Parti et le déploiement de nos potentiels militants.

Mais nous savons qu'il y a urgence et beaucoup d'attentes, tout en mesurant là un travail de longue haleine. Les premières initiatives le montrent, qui ont été très prometteuses, aux Karellis notamment, avec une suite sur la Fête le dimanche à 11 h au stand du Conseil national.

**Cette offensive libérale de l'exécutif contribue également à aggraver le paysage politique national.**

Sur fond de divisions et de spectacles politiques délétères, se travaillent des recompositions politiques qui nous font entrer dans une nouvelle période politique.

La porosité entre la droite et l'extrême droite est de plus en plus patente et les déchirements père-fille au sein du FN, qui continuent de faire les délices des médias, ne masquent plus le débat d'orientation, à partir d'un substrat idéologique commun, au sein de cette formation, Marine Le Pen travaillant clairement une orientation stratégique de prise du pouvoir à partir d'un ancrage local qu'elle veut poursuivre à l'occasion des régionales, en réfléchissant à une stratégie d'alliances, en France et en Europe, qui lui permettrait de parvenir à ses fins.

La mutation libérale du PS, conduite par Hollande, continue de produire une crise profonde au



sein du PS mais impacte aussi toute la gauche. La crise ouverte fin août, mais qui couvait depuis de nombreuses semaines au sein d'EELV, en est l'illustration.

Les forces alternatives dont nous sommes ne sont pas épargnées. Elles ne profitent pas, contrairement à la droite et à l'extrême droite, du rejet de la politique gouvernementale, et ne parviennent pas encore à dégager un chemin et un message commun. Le Front de gauche, avec le débat qui existe en son sein, n'y échappe pas.

Le débat est politique et stratégique : s'inscrit-on dans un processus de long terme, favorisant tous les dialogues et rassemblements les plus larges jusqu'à devenir majoritaire et investissant dès maintenant tous les lieux de décision et de pouvoir, où tout doit-il dépendre d'une prise de pouvoir par le haut, en intégrant les dérives présidentielistes des institutions de notre pays ?

Nous allons, dans la perspective des échéances de 2017, résolument investir, dès à présent ce débat avec la volonté de dégager une construction, un cadre, un chemin politique commun. Un chemin qui nous sorte du bal des prétendants (on pourrait, hors Hollande, en citer une demie douzaine à gauche aujourd'hui) qui affirment n'être candidat à rien, mais s'y préparer tous les matins, qu'ils se rasent ou préfèrent garder une barbe de trois jours.

Le discours et les actes du gouvernement sont constants et cohérents. Ce n'est pas le cas chez les forces alternatives à gauche où dominant encore éparpillement quand ce n'est pas division, dissonances au lieu et place de cohérences.

Cet état de fait impacte, nous le vivons toutes et tous, notre préparation des élections régionales, à la fois nationalement et dans les 13 nouvelles régions. Je vais y revenir dans un instant.

Notre orientation, que nous pourrions définir au cours de ce Conseil national, que la Fête de l'Humanité portera à grande échelle, est que nous ne nous résignons pas à cette situation et que nous voulons et allons, à chaque étape de la vie politique, à chaque initiative, lors de la préparation des élections régionales, etc., produire des actes et des paroles qui contribuent à créer du rassemblement, de la convergence, pour une alternative aux politiques d'austérité, à relancer le Front de gauche pour reconstruire une dynamique politique.

**La Gauche unitaire, organisation fondatrice du Front de gauche à nos côtés, vient de prendre une décision importante** lors de son III<sup>e</sup> congrès, qui s'est tenu fin juin 2015, et confirmée par les délégués des sections de la Gauche unitaire, réunis à Paris ce week-end. Celle de « regrouper ses forces avec celles du Parti communiste français au sein de ce dernier. » Vous avez pris connaissance je pense de la déclaration commune de la Gauche unitaire et du Parti communiste français rendue publique ce mardi et présente sur notre site. Cette décision repose sur des convergences de vue profondes, touchant au plus près à l'idéal et à la visée communiste d'aujourd'hui : le combat commun pour une société d'émancipation humaine. Elle repose aussi sur des convergences sur l'analyse de l'état du monde aujourd'hui, sur les propositions, les stratégies, les rassemblements à impulser pour bâtir une alternative et, je cite : « rassembler de nouveau la gauche sur un nouveau projet social et démocratique qui lui permette de retrouver le chemin du peuple ».

Elle repose sur des convergences et objectifs communs pour les échéances immédiates, notamment les élections régionales, et au-delà, pour que le Front de gauche puisse agir efficacement pour un changement de cap, et l'émergence en France d'une nouvelle majorité de gauche et un gouvernement qui réponde aux attentes de nos concitoyens.

Le regroupement des adhérents de la Gauche unitaire au sein de notre parti sera effectif après que notre Conseil national d'aujourd'hui en soit saisi, ce que nous sommes en train de faire. Pierre s'exprimera également sur la question devant vous ce matin. Pierre et Christian Picquet présenteront tout à l'heure à 13 heures le sens de ce regroupement et une rencontre publique se tiendra sur le stand du Conseil national à la Fête de l'Humanité, samedi à 12 heures.

C'est un événement politique important. Les adhérents de la Gauche unitaire sont des militants, des élus, expérimentés et actifs. Nous sommes heureux que leur parcours et leurs analyses les amènent aujourd'hui à rejoindre dans une démarche profonde et durable les organisations du PCF.

Nous proposons donc aux fédérations de notre parti d'accueillir pleinement ces nouveaux camarades, là où ils sont présents, et de les associer dès lundi à toutes nos batailles et initiatives, et bien sûr à la préparation des élections régionales, à la campagne elle-même, y compris comme candidats et le cas échéant élus.

Ces camarades qui nous rejoignent sont également des cadres, des dirigeants. La question de leur apport à tous nos collectifs de direction est donc posée.

Bien sûr, les congrès départementaux et le congrès national que nous convoquerons aujourd'hui travailleront au renouvellement de leurs directions, à l'apport de nouveaux responsables, de nouvelles générations de communistes. Il ne s'agit nullement de bousculer notre calendrier ni nos statuts. Mais nous proposons aux conseils départementaux concernés de regarder dès aujourd'hui la manière dont certains de ces nouveaux camarades pourraient faire bénéficier nos collectifs de direction de leur expérience, en les invitant de façon permanente à leurs travaux. Et nous proposons qu'il en soit de même pour la direction nationale.

Nous proposons donc d'inviter aux travaux du Conseil national, à compter de sa prochaine session, Christian Picquet, porte-parole et fondateur de l'ancienne Gauche unitaire, conseiller régional de Midi-Pyrénées, Céline Malaisé, conseillère régionale d'Île-de-France, Ariane Gallois, jeune militante de la fédération de Paris, Alain Faradji, membre du Bureau national de l'ancienne Gauche unitaire, comme les autres camarades à l'instant cités.

Nous proposons également que Christian Picquet soit invité aux travaux du Comité exécutif national dès sa prochaine réunion du 21 septembre.

**Chers camarades,**

**L'essentiel de nos interventions, expressions, initiatives, mobilisation militante vont se faire dans les 12 semaines qui nous séparent désormais du 6 décembre, dans le cadre de la campagne des élections régionales.**

Après le Conseil national du 10 juin, les communistes ont discuté, se sont réunis dans des conférences régionales, ont voté. Dans les 13 régions, ils ont décidé de se donner une orientation et des objectifs communs : impulser des listes de large rassemblement de premier tour, construites avec les partenaires du Front de gauche, et toutes les forces politiques et citoyennes souhaitant prendre place et converger pour porter l'exigence d'alternatives aux politiques d'austérité dans leur région, comme dans l'ensemble du pays.

Ils l'ont fait avec une ambition : réaliser une « percée politique » qui permette de bouger le rapport de forces dans le pays en faveur des forces de progrès. Ils l'ont fait avec des objectifs : empêcher la

droite de s'emparer des régions pour y appliquer des politiques dévastatrices, qui enfonceraient encore plus notre pays et ses 13 régions recomposées précisément pour cela, dans l'ornière et le carcan des politiques libérales en cours en Europe. Pour empêcher l'extrême droite de profiter de ce scrutin pour s'ancrer localement, voire diriger 1 ou 2 de ces régions. Et surtout, bien sûr, pour contribuer à ce qu'émergent dans les régions des majorités impulsant des politiques publiques de gauche, dans lesquelles nous ayons les moyens, donnés par les électeurs, d'agir, d'intervenir, de peser.

Ces objectifs ainsi énoncés méritent que l'on s'y arrête un instant : le danger que représente la droite et ses ambitions est réel : le discrédit gouvernemental est tel qu'aucune région aujourd'hui n'est assurée de garder une majorité de gauche (un récent sondage dans la région Languedoc-Midi-Pyrénées, mettant gauche et droite au coude à coude avec un Front national fort le prouve).

On ne peut exclure totalement le scénario de 2010 à l'envers. Face à une telle situation, nous nous devons de prendre toutes nos responsabilités en mobilisant, dans notre campagne, l'électorat populaire, l'électorat de gauche qui risque de s'abstenir. Et cet électorat ne se mobilisera que s'il estime que son vote peut être utile pour que des majorités de gauche puissent se mettre en place, qui mettent en œuvre des politiques de progrès, qui apportent des solutions concrètes à leurs attentes, dans le territoire dans lequel ils vivent.

Pour ce faire, non seulement nous devons nous appuyer sur le bilan de nos élus dans les majorités de gauche sortante, mais aussi montrer l'utilité d'avoir le maximum d'élus dans les futures majorités, qui soient les relais et la concrétisation des espoirs populaires, car, ils s'appuieront sur le rapport de forces issu des élections pour défendre ou peser en faveur de politiques répondant à leurs attentes.

Il ne peut pas y avoir d'issue à l'austérité, ni de transformation sociale sans la présence d'élus proches des gens et actifs dans les lieux de pouvoir et de décision. C'est pour cette raison politique et stratégique que nous affirmons dès maintenant, pas au soir du premier tour, pas plus tard ou jamais, mais dès maintenant, que nous contribuerons au rassemblement au second tour de toutes les listes de gauche capables de barrer la route à la droite et à l'extrême droite.

Notre campagne doit donc articuler, de façon perceptible et dynamique, enjeux nationaux et enjeux des politiques régionales.

Nous pourrions ainsi populariser 3 grands axes de campagne nationaux qu'il nous faut bien sûr continuer d'affiner pour mieux les décliner dans les territoires.

Premièrement, nous voulons des régions qui résistent à l'austérité, développent des politiques publiques de progrès, investissent dans un nouveau développement créateurs d'emplois dans les régions.

Deuxièmement, nous voulons des régions qui s'engagent dans la promotion des services publics dans les domaines des transports, du logement, de la santé, de l'énergie, de la culture etc.

Troisièmement, nous voulons des régions qui fassent de l'égalité des territoires un axe essentiel et de la démocratie citoyenne un objectif et un moyen pour dégager des espaces d'action et contribuer à l'émergence de nouveaux rapports de force.

Un 4-pages national ainsi qu'une affiche seront disponibles début octobre pour aider à les populariser.

À 12 semaines du scrutin, nous proposons que ce week-end marqué par la Fête de l'Humanité soit celui du lancement public de notre campagne, nationalement et dans les régions.

Lors du meeting de Pierre dimanche à 16 heures, nous souhaitons qu'il soit entouré, à ses côtés, de nos chefs de file régionaux.

Une initiative nationale sera programmée à Paris le samedi 17 octobre. L'objectif de cette initiative est d'aider à articuler la dimension territoriale et la dimension nationale de ce scrutin. L'intitulé envisagé est le suivant : "Régionales : la société attend du neuf et de sortir de l'austérité".

Cette initiative réunira toutes les têtes de liste des listes que nous soutenons et sera parrainée par des artistes, des élus, des représentants d'organismes d'intérêt général, responsables syndicaux, associatifs, des personnalités qui s'engagent à nos côtés dans cette bataille...

Ce lancement de campagne passe surtout dans les régions par des expressions publiques, je sais que cela a déjà commencé, de nos candidats et chefs de file, des appels au rassemblement, des expressions et formulations de propositions sur les grands sujets qui mobilisent et concernent nos concitoyens.

Pour une efficacité maximale, nous vous proposons que toutes les listes soient prêtes, pour l'essentiel des candidatures et de l'architecture des listes, à la fin du mois de septembre.

Nous souhaitons qu'une mise en commun de toutes les candidatures, région par région, département par département, se mette en place très vite, par l'intermédiaire des chefs de file, ou des référents régionaux, pour permettre mutualisation à tout niveau des informations, et aide éventuelle à la résolution de difficultés.

Un des axes essentiels de notre activité doit être de multiplier et diversifier les contacts auprès de militants, d'élus, de syndicalistes, responsables d'association, citoyens pour que ces listes soient bien le reflet du rassemblement que nous voulons créer.

**Dans cet esprit nous voulons le rassemblement des forces politiques du Front de gauche et d'autres forces qui le souhaitent. C'est notre ligne de conduite : contribuer à un Front de gauche rassemblé pour les régionales. Où en sommes-nous de cet objectif ?**

Les discussions avec les partenaires du Front de gauche sont âpres ; partout des attermoissements des obstacles et des préalables nous sont opposés, avec parfois la volonté claire de ne pas aboutir au rassemblement pour lequel nous agissons.

Ainsi le Parti de gauche a signé des accords séparés avec EELV, aux conditions de ces derniers, en Rhône-Alpes - Auvergne, et n'exclurait pas d'en faire de même dans 1 ou 2 autres régions. Nous ne nous y résignons pas et continuerons de porter cet exigence d'un Front de gauche rassemblé, d'en « porter le drapeau », y compris en Rhône-Alpes – Auvergne, comme l'ont décidé les adhérents de cette région dans leur vote de ces derniers jours.

Les discussions avec les partenaires doivent se poursuivre partout avec tout le sérieux et la volonté d'aboutir qu'elles exigent. Sans opposer les méthodes ni les conceptions des uns ou des autres, mais en proposant que ces méthodes s'additionnent et se complètent. Sans préalables, qui figent les points de vue et risquent de compromettre la possibilité d'accords.

Des discussions ont également été engagées avec EELV. À l'heure actuelle un accord pourrait être envisagé dans deux régions : PACA et Languedoc - Midi-Pyrénées. Mais partout les discussions

sont rendues difficiles par des revendications d'EELV, notamment sur les têtes de liste régionaux et départementaux, qui ne sont pas conformes à une juste représentativité des différentes forces.

Continuons les discussions, sans se laisser détourner de nos objectifs de contenus, de rassemblement et de lancement de campagne, même s'il est désormais probable que nos listes n'aient pas la même architecture dans toutes les régions.

Les possibilités de bons résultats pour nos listes existent. Abordons donc cette échéance avec confiance et détermination.

**« Il est grand temps de rallumer les étoiles », disions-nous lors de notre 36<sup>e</sup> Congrès...**

L'état actuel du rapport de force en France, en Europe et dans le monde appelle beaucoup d'initiatives et de prises de responsabilité de notre part. Il appelle dans le même mouvement beaucoup de débat.

Alors prenons ce besoin de débat pleinement en main. Nous en avons besoin, les communistes en ont besoin. Nous avons besoin d'un débat qui nourrisse notre action, nos propositions et prises de position pour les rendre plus efficaces, plus audibles, plus rassembleuses... Nous avons besoin d'un débat qui soit mieux en prise avec ce que vivent au quotidien les salariés, chômeurs, exclus, tous ceux qui ne peuvent plus se nourrir, se loger ou se soigner, ou vivre décemment de leur travail et de ce qu'ils produisent.

Mieux en prise avec toutes celles et ceux qui se sentent abandonnés et veulent tout simplement être respectés.

Nous avons besoin d'un débat, dans le Parti et avec d'autres, qui soit un débat instruit, qui soit un processus de travail, précis, contradictoire, qui échappe aux positionnements figés, aux certitudes assénés.

**L'ordre du jour de notre Conseil national porte, vous le savez, convocation du 37<sup>e</sup> Congrès de notre parti.**

En d'autres temps cette décision aurait pu n'être qu'une décision conforme à notre calendrier statutaire. Elle sera aujourd'hui un acte politique.

Nous avons besoin de porter à cette occasion plus haut une ambition de transformation sociale et de donner un autre cours à l'humanité : la convention du projet qui précédera notre congrès sera l'outil nécessaire à cette fin. Nous pouvons d'ores et déjà nous appuyer sur l'important travail réalisé depuis le dernier congrès, notamment par le Comité du projet, et le document « La France en commun » que nous devons davantage faire connaître.

Nous aurons, dans la préparation de ce congrès à travailler également notre démarche, objectif et méthode pour affronter les échéances politiques de 2017.

Et nous aurons à réfléchir et à décider des transformations audacieuses du Parti communiste pour déployer de façon plus efficace le potentiel, la richesse et la diversité militante qui sont les nôtres, en se donnant les moyens et les transformations nécessaires pour un parti plus nombreux, plus près des gens, des quartiers populaires, du monde du travail...

Telles pourrait être les 3 questions à l'ordre du jour de ce 37<sup>e</sup> Congrès du PCF.

Sa préparation active ne pourra bien évidemment commencer qu'en janvier 2016. Un Conseil national, les samedi 16 janvier et dimanche 17 janvier, en lancerait le processus.

Pour laisser le temps nécessaire à son déroulement tel que le prévoient nos statuts et surtout au débat large des communistes, nous vous proposons de le convoquer du jeudi 2 juin jusqu'au dimanche 5 juin 2016. Ce qui laissera tout le mois de mai pour la tenue des congrès départementaux et de section.

Nous voulons un congrès qui fasse date, à la hauteur des défis du présent et des responsabilités du Parti.

Pour conclure, et en remerciant vraiment au passage les camarades que j'ai sollicités pour m'aider à construire ce rapport, que je ne suis pas parvenu à faire court, je voudrais reprendre ces quelques mots de l'introduction d'Émilie Lecroq, responsable nationale au renforcement, dans une réunion récente consacrée à ce sujet : *« Quand on est capable de réunir 300 000, 400 000 personnes à l'occasion d'un événement comme la Fête de l'Humanité, il faudrait être bête pour ne pas leur proposer de nous rejoindre. »*

Alors évitons d'être bêtes, et travaillons à être nombreux dans les allées de la Fête, dans les stands, à la sortie des débats pour leur proposer d'adhérer. Fixons-nous l'objectif de 1 500 adhésions supplémentaires à l'occasion de cette Fête de l'Humanité, pour faire vivre les initiatives de solidarité à venir. »

Nous ne sommes pas bêtes et, tout compte fait, plutôt intelligents, alors, bon travail aujourd'hui, bonne fête ce week-end, et à vos bulletins d'adhésions !